

# ITA

**INFO-TÜRK AJANSI  
AGENCE INFO-TÜRK  
INFO-TÜRK AGENCY**

# BÜLTEN BULLETIN

EDITION ET DIFFUSION EN BELGIQUE: COODIFF  
SQUARE CH. M. WISER, 13/2 - 1040 BRUXELLES  
TEL: (32-2) 230 34 72 - DEPOT LEGAL: 2198  
CCP: COODIFF s.c 000-1164657-75 - BRUXELLES

La reproduction de nos articles  
est autorisée avec la mention  
de la référence Agence Info-Türk

PERIODIQUE MENSUEL  
3<sup>ème</sup> année - avril 1979  
Français 30  
Prix 20 FB  
Abonnement annuel  
Belgique 200 FB  
Etranger 250 FB

## LE GOUVERNEMENT SOCIAL-DEMOCRATE D'ECEVIT EVOLUE A DROITE

ANKARA (ITA) - Se soumettant d'une part aux pressions économiques et financières des centres impérialistes et d'autre part aux provocations de l'opposition de droite, le gouvernement social-démocrate de M. Ecevit a adopté finalement une ligne pro-USA, anti-démocratique et chauvine et a abandonné les prétentions qu'il avait de démocratiser la vie politique en Turquie.

Comme on se le rappelle, M. Ecevit, au début de l'année 1978 avait renversé le gouvernement tripartite "Front Nationaliste" de M. Demirel, avec l'aide de 11 députés qui avaient démissionné du Parti de la Justice (AP) pour se ranger de son côté. Quand M. Ecevit forma son nouveau gouvernement, il donna à 10 de ces députés des portefeuilles ministériels.

M. Ecevit, dont le Parti Républicain du Peuple (CHP) tient 214 sièges, a une petite majorité de 228 sièges dans une Assemblée Nationale de 450 sièges. Son gouvernement est arrivé au pouvoir en promettant de réécoudre rapidement les problèmes de la violence politique, d'une économie malade, et de démocratiser la vie politique.

Contrairement à ces promesses, les problèmes du déficit de la balance des paiements et du paiement de la dette extérieure continuent à empoisonner l'économie turque qui souffre aussi d'une inflation de 60% l'an et d'un chômage annuel de 20%. Depuis que Ecevit est au pouvoir, on estime à 1200 personnes les victimes des incidents de violence politique provoqués et accomplis par les forces néo-fascistes. De plus les alliés occidentaux de la Turquie n'ont pas rempli leurs promesses d'accorder une aide financière et économique au gouvernement Turc.

Dans ces circonstances, le gouvernement de M. Ecevit a du subir des critiques de plus en plus dures des forces de gauche et de droite pour n'avoir pas atteint ses objectifs.

La première défaite du gouvernement fut la proclamation de la loi martiale dans 13 des 67 provinces du pays comme conséquence du massacre de 107 personnes à Kahramanmaraş il y a 4 mois.

Mais malgré la loi martiale, un terrorisme politique accru a submergé la Turquie ces dernières semaines.

La seconde concession de M. Ecevit a consisté à annoncer les nouvelles mesures d'austerité économique.

Exploitant les réactions du peuple contre ces mesures, les dirigeants de l'opposition de droite ont déclaré vouloir renverser le gouvernement et M. Demirel est allé jusqu'à dire que Ecevit mérite le sort de Salvador Allende. D'un autre côté, l'ex-colonel Türkeş, chef du parti néo-fasciste, Parti d'Action Nationaliste (MHP) annonça que la fin du gouvernement actuel était très proche.

Dans le but d'accélérer ce processus de renversement, les deux dirigeants de droite ont poussé à la grève les chauffeurs de taxi, propriétaires de moyens transports, marchands et artisans. Mais les décisions d'arrêter les moteurs et de fermer les magasins furent déclarées illégales par les autorités chargées d'appliquer la loi martiale et l'action de grève ne put être effective.

#### Provocation de six ministres indépendants

Immédiatement après cette défaite des provocations de l'opposition de droite, c'est un groupe de six ministres indépendants qui annonça publiquement le 14 avril 1979 qu'il existait de sérieuses divergences entre les membres du gouvernement. Leurs critiques étaient concentrées sur trois problèmes principaux: le problème de la violence politique, la question de la nationalité kurde en Turquie Orientale et la crise économique.

Les ministres indépendants du gouvernement Ecevit demandèrent que des mesures sérieuses et effectives soient prises contre le mouvement nationaliste Kurde et contre les activités des groupes "d'extrême-gauche", mais aussi de ne pas tenir compte des tentatives de certains membres du parti d'Ecevit pour annuler les articles 141 et 142 du Code Pénal Turc; ces articles limitent les droits à l'organisation de la classe ouvrière et à la propagation des idées du socialisme scientifique.

Les six ministres se sont plaints aussi de ne pas être consulté sur des mesures économiques importantes et ont exigé que le gouvernement prenne toutes les dispositions nécessaires "pour obtenir des crédits extérieurs et pour réorganiser les relations extérieures en accord avec les intérêts nationaux", c'est à dire des relations plus amicales avec les puissances occidentales.

Après ce conflit inattendu dans son propre cabinet, M. Ecevit fut obligé de tenir un conseil des ministres marathon de 17 heures et à la fin de ce conseil, il accepta encore certaines concessions. D'après la déclaration de M. Ecevit:

- Le gouvernement est décidé à prendre toutes les mesures nécessaires contre les tendances séparatistes, ce qui veut dire les nationalistes Kurdes et les mouvements démocratiques.

- Toutes les forces de la sécurité seront mobilisées dans le but d'éliminer les activistes "extrémistes" et les chasser de l'appareil d'Etat.

- Tous les membres du gouvernement sont d'accord pour que les nouvelles mesures d'austerité prises actuellement soient supportées par des crédits étrangers.

M. Ecevit a aussi déclaré que son gouvernement n'a aucune intention d'annuler les articles 141 et 142 du Code Pénal Turc. Il a ajouté qu'il y a une seule nation Turque dans le territoire de la Turquie et que parler de l'existence des minorités ethniques, comme la nationalité Kurde, c'est aller à l'encontre des intérêts nationaux de l'Etat Turc.

Comme première mesure de cette nouvelle orientation du gouvernement, certaines organisations de Kurdes progressistes ont été interdites par les autorités et le Conseil des ministres a décidé de prolonger la loi martiale encore 2 mois dans 13 provinces et de proclamer ce régime exceptionnel aussi dans 6 autres provinces où se trouve la majorité Kurde.

En évoluant à droite, le gouvernement d'Ecevit a perdu toute sa crédibilité pour les forces progressistes de Turquie et il essayera désormais de rester au pouvoir en donnant des concessions supplémentaires aux cercles impérialistes et réactionnaires. C'est l'échec d'une politique socio-démocrate incompatible avec les réalités d'un pays sous-développé comme la Turquie. (C-H-DN-DG-RO-24/4)

CELENT AU FMI, LE GOUVERNEMENT TURC A DEVALUE LA LIRE TURQUE

ANKARA (ITA) - Contrairement à son affirmation qu'il ne dévaluerait pas la lire turque, immédiatement après avoir pris plusieurs mesures d'austérité, le Premier Ministre Ecevit fit le 10 avril 1979 une opération de change qui a introduit un taux de change multiple limité et a dévalué pratiquement la lire de 5,7% par rapport au dollar et de 9,6% par rapport au franc suisse. En plus, des taux avantageux de change ont été introduits pour permettre aux travailleurs turcs à l'étranger et aux touristes visitant la Turquie de recevoir de l'argent liquide avec un système de 40% de prime. Avec ce système, ces groupes peuvent recevoir 37 liras turques pour 1 dollar, au lieu du taux officiel de 26,5 liras, et 19,42 liras pour 1 mark allemand, au lieu de 13,86 liras.

De plus, les Turcs qui échangeaient leurs marks ou dollars en liras immédiatement le mois suivant ces mesures, y gagneraient une prime supplémentaire, en recevant 47,1 liras par dollar et 24,65 liras par mark. Ce dernier avantage avait pour but particulier d'augmenter le flux de transferts des travailleurs en Turquie à une époque de forte carence de devises.

L'échange de 47,1 liras par dollar remis par les travailleurs signifie une dévaluation de presque 100%. Certains commentateurs économiques de la presse turque se sont demandés d'où vont provenir les fonds pour payer l'équivalent en liras des dollars. Cette opération devrait être soit financée par le budget en diminuant les investissements, ou par une offre de monnaie accrue, ce qui est une mesure inflationniste, comme l'a signalé le quotidien d'Istanbul Milliyet.

Tandis que les dernières mesures d'austérité augmentent les prix de 100% sans prévoir le même taux pour les augmentations d'appointments et de salaires, cette nouvelle dévaluation inflationniste frappera à nouveau les travailleurs. Donc les mesures prévoyant que les dépenses nécessaires pour sauver la Turquie de la banqueroute seront payées par les ouvriers et employés, augmenteront encore l'agitation sociale en Turquie. (C-M-R-DN-DG-HO-19/4)

COMME RECOMPENSE POUR SES CONCESSIONS, LE GOUVERNEMENT ATTEND UNE AIDE ETRANGERE

ANKARA (ITA) - Après avoir pris des mesures d'austérité économique et dévalué la lire turque, le gouvernement Ecevit espère maintenant environ 1.500 millions de dollars de crédit de l'étranger.

Une initiative occidentale concertée afin de donner un secours d'urgence de quelque 1.500 millions de dollars à la Turquie cette année a été liée à un "accord satisfaisant" avec le Fonds Monétaire International (FMI). Le FMI a demandé une dévaluation d'au moins 30% et des mesures fiscales sévères que le gouvernement avait d'abord rejetées comme conduisant à la récession.

Dernièrement, M. Ziya Müezzinoğlu, Ministre des Finances a rencontré des personnalités officielles du FMI à Zurich afin d'expliquer les concessions du Gouvernement turc et M. Ecevit a déclaré que le gouvernement espère actuellement très fort de renforcer les liens avec le FMI par de nouvelles négociations.

En fait le gouvernement turc a demandé 16.563 millions de dollars de crédit aux Etats étrangers et aux institutions financières internationales.

D'après le quotidien Hürriyet du 7 avril 1979, les différentes demandes de crédit de la Turquie sont les suivantes: FMI 550 millions, République Fédérale Allemande 1.337 millions, Bulgarie 264 millions, Banque d'Investissement Européenne 10 millions, Banque Mondiale 1.315 millions, Etats-Unis 501 millions, City Corporation 200 millions, Lybie 575 millions, Autriche 322 millions, Norvège 159 millions, Roumanie 340 millions, Yougoslavie 430 millions, Consortium de Banques 3.135 millions, URSS 300 millions, Iran 1.500 millions, OCDE 1.600 millions, Suède 20 millions, sept grandes banques 2.100 millions, deux banques françaises 180 millions, Japon 2.000 millions.

Les crédits occidentaux dépendent du feu vert du FMI. Un rôle important a été joué par M. Walter Kiep, représentant spécial de la République Fédérale Allemande pour convaincre le gouvernement Ecevit d'accepter les mesures stipulées par le FMI. M. Kiep a pour mission de coordonner les efforts d'aide d'urgence de

L'Occident et avant d'arriver en Turquie, il a eu des entretiens avec des responsables de l'OCDE, du FMI et des USA. D'après des sources bien informées, les efforts de Kiep et les concessions de la Turquie pourraient aboutir à une aide au moins 1000 millions de dollars. La contribution des USA et de la RFA à cette aide serait de 250 millions de dollars par pays. Cette somme pourrait être augmentée de 100 millions de dollars d'autres pays de l'OCDE et de 400 millions de dollars en emprunts nouveaux de banques privées étrangères. La somme totale pourrait être d'environ 1200 millions de dollars cette année avec un nouveau crédit possible du FMI de 400 millions de dollars pour les deux années prochaines.

D'après certains milieux financiers Turcs, cet ensemble d'aide occidentale pourrait entraîner des projets de crédit promis à la Turquie dans le passé mais non encore utilisés, de sources comme la Banque Européenne d'Investissement, la Banque Mondiale et la CEE.

Dès lors, une Turquie ayant accordé de nombreuses concessions aux institutions impérialistes sera plus dépendante, à la fois financièrement et économiquement des Etats-Unis et de leurs alliés. (C-M-DN-DG-HO-18/4)

### VERS UNE PRESENCE PLUS IMPORTANTE DES USA EN TURQUIE

ANKARA (ITA) - En récompense de ses "donations", l'administration des Etats-Unis essaie d'obtenir de la Turquie le prolongement de l'existence des bases américaines dans ce pays.

D'après l'Associated Press, les USA envisagent d'augmenter leur quantité d'aide à la Turquie suite à la crise économique de ce pays et à sa valeur accrue du point de vue militaire après la suppression des postes d'écoute en Iran.

Les milieux gouvernementaux turcs confirment que ce nouveau geste américain a comme but d'améliorer le climat des négociations difficiles à propos de l'avenir des 26 bases américaines dont la Turquie, membre de l'OTAN est dotée.

Deux de ces installations contrôlent les essais et les communications de missiles soviétiques.

Selon les sources américaines "Elles joueraient un rôle clé dans le cas d'un accord américano-soviétique sur la Limitation des Armes Stratégiques (SALT) afin de vérifier l'application de ce traité par les soviétiques. Elles apporteraient un supplément d'information par rapport aux satellites-espions, rôle que jouaient les installations américaines fermées récemment en Iran."

La base à Diyarbakir est située dans un endroit appelé Piriçlik où deux antennes radar géantes de l'aviation américaine observent les apparitions des missiles ou des satellites soviétiques lorsqu'ils apparaissent à l'horizon. La base de Sinop de l'autre côté de la Mer Noire par rapport à l'Union Soviétique, est souvent appelée la "grande croix" par le personnel des forces armées familiaux de ces opérations.

Le journal soviétique Pravda a déclaré que le Pentagone considère la Turquie comme une "place d'armes stratégiques" après la perte des bases américaines en Iran et ce journal affirme: "Les raisons et les objectifs de l'emploi de ces bases par Washington sont des secrets connus. Il suffit de se rappeler qu'à son temps le pilote espion Powers a fait son vol peu glorieux à partir de la base américaine d'Incirlik (Turquie). Le Pentagone ignore complètement les intérêts du peuple turc, leur désir de vivre en paix et amitié avec leurs voisins. Et une présence plus importante des USA en Turquie peut agrandir l'influence de Washington au Moyen Orient."

### Visites mystérieuses du Secrétaire de l'Ambassade des Etats-Unis

Le premier secrétaire de l'Ambassade des USA, M. Robert Alexandre Peck a été vu de nouveau visitant le district de Sulucova dans la province d'Amasya où eurent lieu des actes de violence sanglants commis par des éléments néo-fascistes. Il a été vu d'abord il y a deux mois dans la même région et cette visite fut suivie par des attaques fascistes contre le peuple de la secte Alévite (branche turque de la secte chiite d'Iran). (C-M-DN-DG-HO-15/4)



20 FONCTIONNAIRES DE LA CIA DANS LE SERVICE NATIONAL TURC DE RENSEIGNEMENT

ANKARA (ITA) - Le Tribunal Militaire au Quartier Général des Forces Armées turques, a condamné le 9 avril 1979 un ancien chef du Service National de Renseignement à une peine de 17 ans de prison pour avoir fourni des informations secrètes à la CIA et à l'Intelligence Service britannique.

Dans sa défense, K. Subahattin Savasman, ancien Vice-Président du Service National de Sécurité (MIT) a dit que cette accusation était ridicule puisque son service collabore très étroitement avec la CIA et l'Intelligence Service. Il a ajouté: "Fournir des informations secrètes à ces services étrangers c'est la pratique quotidienne du MIT. Dans le Service National de Renseignement il y a 20 fonctionnaires de la CIA. De plus, le personnel américain des 26 bases des USA en Turquie est toujours en contact avec plus de 30.000 Turcs et leur position leur permet d'obtenir toutes les informations nécessaires. Si je suis coupable, cela veut dire que le MIT est aussi coupable."

Les observateurs estiment que cette condamnation est le résultat d'un conflit interne entre les différentes fractions du Service National de Renseignement turque.

(C-DG-40-10/4)

LA TERREUR FASCISTE FRAPPE LES DIRIGEANTS DES PARTIS SOCIALISTES

ISTANBUL (ITA) - Malgré le régime de loi martiale dans 13 provinces de Turquie, la terreur fasciste continue et frappe maintenant directement les chefs des partis socialistes.

Récemment, le 17 avril 1979, le dentiste Yağar Dirgen, président local du Parti Ouvrier de Turquie (TIP) a été tué par les "Loups Gris" dans le district de Tarsus.

Auparavant, le 27 mars 1979, le siège du Parti Ouvrier Socialiste de Turquie (TSIP) fut attaqué par les "Loups Gris" et M. Aydoğan Gezer, Secrétaire pour l'organisation du parti fut blessé par des fusils automatiques.

Le 7 avril 1979, M. Mihri Belli, président du Parti des Travailleurs de Turquie (TEP) a été attaqué par un loup gris dans le centre d'Istanbul. L'agresseur lui demanda d'abord s'il était Belli. Après sa réponse affirmative, l'agresseur lui tira dessus et le blessa sérieusement. M. Belli identifia l'agresseur comme Cengiz Ayhan, un loup gris évadé.

Apprenant que M. Belli n'était pas mort, le Sénateur Ali Elverdi du Parti de la Justice déclara: "Ils ont tiré sur Mihri Belli; hélas, ils n'ont pas pu envoyer ce damné en enfer!" (Ali Elverdi, ancien général fut le président d'un tribunal militaire de loi martiale entre 1971 et 1974 et a condamné à mort trois dirigeants de la jeunesse: Deniz Gezmiş, Yusuf Arslan et Hüseyin İnan. Ils furent exécutés le 6 mai 1972. Dans ce même discours, Elverdi insulta aussi le Premier Ministre Ecevit en disant: "De temps en temps, Dieu envoie de tels scélérats parmi les êtres humains. Ecevit est l'un d'eux. Après être sorti de l'Université avec un chapeau de prêtre sur sa tête, il est allé aux États-Unis. Il a arpenté les rues au lieu de s'éduquer. Maintenant cet Ecevit essaie d'apporter le communisme en Turquie.")

Le Secrétaire Général de l'Association des Enseignants (TÖB-DEK) Kemal Uzun a déclaré que pendant les deux dernières années, 42 enseignants membres de cette association ont été assassinés dans la violence politique.

Le 17 avril 1979, un Loup Gris du nom de Mehmet Uğur, accusé d'un meurtre politique déclara devant le Tribunal de loi martiale d'Ankara qu'il avait reçu l'ordre d'assassiner l'homme de gauche Şenol Güler d'un député du Parti d'Action Nationaliste (parti néo-fasciste), Sadi Somuncuoğlu.

Dans le dernier mois 94 personnes ont perdu leurs vies dans des incidents de violence politique. Ainsi le nombre total de victimes de la terreur pendant les 15 mois du gouvernement Ecevit est de 1201 personnes. Voici la liste chronologique des assassinats politiques du dernier mois:

- 15 MAR: L'ingénieur Serdar Vidini (Ankara), Mustafa Çamlıbel (Ağrı), l'enseignant Seyda Ertan et l'étudiant İbrahim (Antalya), l'étudiant de gauche Satılmaç Karacaboy (Konya), l'étudiant de gauche Müslim Şahin (Gaziantep)
- 16 MAR: L'enseignant de droite Cafer Çelik (Samsun), le Loup Gris Mustafa Candan (Konya)
- 17 MAR: İsa Yılmaz (Tokat)
- 18 MAR: Mustafa Demir (Gaziantep), l'étudiant Mustafa Taştangil (Tokat)
- 19 MAR: L'étudiant de gauche Nadir Kalkan (Trabzon), l'ancien de village Abdullah Sakar (Diyarbakır)
- 20 MAR: Les prisonniers Gebbar Çaldaroğlu, Alaaddin Kaya et Nişan Demirel (Edirne)
- 21 MAR: L'étudiant de droite Tamer Kalkanlı (Bursa), l'étudiant Çetin Karadere (Ankara), l'ouvrier Mesul Yıldırım (Gaziantep)
- 22 MAR: L'étudiant de droite Sadık Acar (Gaziantep), le policier Aveli Kullu (Adana)
- 23 MAR: Le paysan Necdet Kasalak (Tarsus), l'étudiant Müslim Polat (Urfa), Şaban Bahçeçi (Diyarbakır), Hüseyin Yen (Istanbul)
- 24 MAR: L'enseignant de gauche Mustafa Yalçı (Kayseri), l'étudiant de gauche Kamuran Yeni et Necdet Mehmet (Adana)
- 25 MAR: Le facteur Hüseyin Aytok, l'étudiant de gauche Necdet Çivi (Adana), l'avocat Uğur Selim Tokin, membre du Parti Républicain du Peuple (Tokat)
- 26 MAR: Le chef local du Parti d'Action Nationaliste Ali Kazdoğan, l'ouvrier Mustafa Sarı (Istanbul), les chauffeurs de taxi Abbas Boşçi et Mehmet Ali Boşçu, les étudiants Ali Saygılı, Mehmet Yigit et Ali İhsan Doğan (Gaziantep), le jeune de gauche İsmail Korkmaz (Ünye), Mefer Sayan, Nurullah Elmas et le menagère Emine Acar (Balıkesir), les frères Ramazan et Sadur Haşinoğlu (Mardin)
- 27 MAR: L'étudiant de gauche Mesih Yörük (Horsin)
- 28 MAR: Le cordonnier de droite Nihat Marcan (Uşak)
- 29 MAR: Le technicien de gauche Demir Yaraşık (Bursa), l'ouvrier de droite Mustafa Örtüm (Eskişehir), l'ouvrier de droite Mustafa Çiftçi (Gaziantep)
- 30 MAR: L'étudiant de gauche Ali Yaylıoğlu (Gaziantep)
- 31 MAR: Le policier Mustafa Dağ (Kayseri), l'étudiant İsmail Hakkı Güney (Istanbul)
- 1 AVR: L'ouvrier de gauche Temel Akyüz (Bursa)
- 3 AVR: Necip Fınar (İzmir), l'enseignant de droite Yaşar Aytunç (Tunceli), le policier de gauche İhsan Muray (Erzurum)
- 4 AVR: Le policier Dursun Candan (Diyarbakır), l'enseignant de gauche İsmail Çınar, le marchand de droite Mehmet Özdemir (Adana), l'étudiant Fikret Akışık (Istanbul)
- 5 AVR: L'étudiant de gauche Mehmet Kart, Mustafa Şahin, de droite, l'ouvrier immigré İsmail Taşer qui est venu d'Allemagne pour ses congés (Adana)
- 7 AVR: L'ouvrier de gauche Attila Can (Istanbul), l'ouvrier Hakkı Yüksel (Adana), l'étudiant de droite Hasan Selim Samayoğlu (Bursa), l'étudiant Şaban Çelik (Çankırı), Ketin Turgut, de gauche (Elazığ)
- 8 AVR: Les gardiens de nuit Ali Karakuzu et Hasan Çivrekli (Marisa)
- 9 AVR: L'ouvrier de droite Yusuf Çem (Malatya), le chauffeur de taxi Rahmi Altay (Bolu), Ramazan Şetinkaya (Antalya), Ali Baydur (Diyarbakır)
- 10 AVR: Onur Orcan (Istanbul), l'étudiant Kazım Güner (Diyarbakır)
- 11 AVR: L'ouvrier Mehmet İnce (Adana)
- 12 AVR: Le sergent américain Edward Claypool (İzmir), le policier Necati Uğur (Diyarbakır), l'étudiant de gauche Zeki Erdoğan, l'étudiant de gauche Mustafa Erdoğan (Denizli), l'étudiant de droite Reşat Kılıç (Amasya)
- 13 AVR: Le banquier Ömer Sunar (Ankara), les policiers Bilal Yavuz et Mehmet Dügör, la ménagère Zümrüt Uygur et un terroriste non-identifié (Istanbul), l'étudiant de gauche de 15 ans Saynur Evron (Adana), le gardien de nuit de gauche Hason Kılıç (Isparta)
- 14 AVR: L'étudiant de gauche Hüseyin Sancak (Tunceli), l'étudiant Canan Oğuz Hüjce (Diyarbakır), Ahmet Bulbul (Samsun), Ömer Yakut (Gaziantep), le patron d'hôtel Vayse Toprak et le garçon Ali Inceoğlu (Istanbul)
- 15 AVR: Salih Barlık (Gaziantep)
- 16 AVR: L'ouvrier Mehmet Kaşıkçıyan (Istanbul)
- 17 AVR: Le dentiste Ahmet Yaşar Erberk, ancien chef local du Parti d'Action Nationaliste (Tarsus), l'étudiant de gauche Ahmet Gök (Samsun).

DECISIONS CONTRADICTOIRES POUR LES ARTICLES FASCISTES 141 ET 142

ANKARA (ITA) - Pendant que toutes les forces démocratiques de Turquie s'unissent dans la lutte pour annuler les articles fascistes 141 et 142 du Code Pénal Turc qui limitent la liberté d'opinion et l'organisation du mouvement de la classe ouvrière, la Cour Constitutionnelle a pris dernièrement une décision contraire à cette volonté commune.

Comme on se le rappelle, pendant le procès d'un éditeur accusé de propager le communisme, la 2ème Cour Criminelle d'Istanbul a décidé d'envoyer le dossier à la Cour Constitutionnelle dans le but de faire vérifier la compatibilité de ces articles avec l'esprit de la Constitution.

Mais cette cour a rejeté cet appel le 21 mars 1979, en déclarant que pendant la période de loi martiale, seuls les tribunaux militaires sont autorisés de juger les personnes accusées d'avoir violé les articles 141 et 142 et que le tribunal civil ne pouvait pas traiter ce cas et le transférer à la cour suprême. Cette décision est considérée comme une manœuvre de la majorité conservatrice de la Cour Constitutionnelle pour garder en vigueur ces articles.

Malgré cette décision de la cour, le 4 avril 1979, le Tribunal de Loi Martiale d'Istanbul décida dans un autre cas que les tribunaux militaires ne sont pas autorisés à juger les cas relevant des articles 141 et 142 et que ces cas devaient être traités par les tribunaux civils. De même dans un autre cas, le 13 avril 1979, le Tribunal de Loi Martiale d'Ankara, prenant la même position refusa de traiter un dossier concernant une violation des articles 141 et 142.

Maintenant, toutes ces décisions contradictoires seront examinées par la Cour jugeant les conflits de compétence.

Pendant cette même période, un député indépendant de la province de Mardin a présenté à l'Assemblée Nationale une proposition de loi visant à annuler les articles 141, 142 et 163 du Code Pénal Turc et cette proposition a été mise sur l'agenda de l'assemblée.

Néanmoins, comme le Premier Ministre Ecevit n'appuie pas une telle initiative, il n'y a pas d'espoir de faire passer cette loi dans le Parlement actuel.

Le conseil exécutif de 15 membres du Parti Socialiste Ouvrier de Turquie (TSIP) est en train d'être jugé pour avoir violé l'article 142 par leur message à l'occasion du 60ème anniversaire de la Révolution d'Octobre.

D'autre part, le Procureur Principal de la République a entamé une action devant la Cour Constitutionnelle contre le Parti des Travailleurs de Turquie (TEP) en l'accusant de promouvoir le séparatisme et il a demandé l'interdiction de ce parti.

17 éditeurs condamnés à des peines de prison

Selon le quotidien Cumhuriyet, du 3 mars 1979, le nombre d'éditeurs de journaux condamnés à des peines d'emprisonnement est de 17 et leurs dossiers sont traités par la Cour de Cassation. Dernièrement, l'ancien éditeur du quotidien Politika, M. Işık Yurtçu a été condamné à 7 mois d'emprisonnement; l'ancien éditeur de l'hebdomadaire Yürüyüş, Metin Culhaoglu à 10 mois d'emprisonnement et l'éditeur du quotidien Bugün, Necdet Onur à 10 mois de prison. M. Culhaoglu, après la confirmation de sa condamnation par la cour suprême, a été emprisonné.

(C-H-H-DG-HO-18/4)

LA DISK DECIDE DE CELEBRER LE 1er MAI SUR LA PLACE DU 1er MAI

ISTANBUL (ITA) - Le secrétaire général de la Confédération des Syndicats Progressistes de Turquie (DISK) a déclaré que la classe ouvrière tiendra un rassemblement de masse à la Place du 1er Mai (Taksim) le jour de Mai malgré l'avertissement du Commandement de la Loi Martiale qu'il ne permettrait pas un tel rassemblement.

M. Işıklar a déclaré: "Le 1er Mai sera célébré sur la Place du 1er Mai même s'ils envoient 100.000 des nôtres en prison. Il faut une prison de 100.000 personnes...Alors ils verront ce qui se passera." (C-H-H-DG-HO-17/4)

LA CONFEDERATION DISK ENVISAGE D'ADHIERER A LA CES

BRUXELLES (ITA) - Les 21-23 mars 1979, une délégation de la Confédération des Syndicats Progressistes de Turquie (DISK), composée de M. Fehmi İsaklar, Secrétaire général, Mubil Zirtılođlu, Vice-Président, Sina Pastukçu, assistant du secrétaire général, a visité les sièges de la Confédération Européenne des Syndicats (CES), de la Confédération Mondiale du Travail (CMT), de la Confédération des Syndicats Chrétiens (CSC/ACV) et de la Fédération Générale du Travail de Belgique (FGTB/ABVV) afin de développer ses relations avec le mouvement syndical Européen. La délégation de la DISK a visité et rencontré une série d'organisations syndicales nationales aussi en Grande Bretagne, aux Pays-Bas, au Danemark et en France.

Les syndicalistes turcs ont donné une analyse de la situation actuelle de la Turquie, surtout au plan social, économique et politique, en insistant sur la gravité du terrorisme fasciste, soutenu par les forces impérialistes, qui frappent les démocrates, les intellectuels et les militants de la classe ouvrière; le nombre très élevé de chômeurs et la régression du pouvoir d'achat, malgré les revalorisations de salaires obtenues par la lutte syndicale. La délégation a condamné les agissements des sociétés multinationales, présentes en Turquie, dans de nombreux secteurs, et les interventions du Fonds Monétaire International, qui aggrave les conditions de vie des travailleurs.

La délégation de la DISK a exposé les raisons pour lesquelles elle demande son adhésion à la Confédération Européenne des Syndicats (CES). (NK-HÇ-EG-28/3)

\*\*\*\*\*

POUR CONNAÎTRE LES FAITS DE TURQUIE

L'Agence Info-Türk est un service d'information créé et pris en charge par des progressistes de Turquie à l'étranger et publie les Bulletins mensuels en trois langues (français, anglais et allemand) pour informer l'opinion mondiale des problèmes et des luttes du peuple de Turquie, et aussi en langue turque pour faire connaître les problèmes des travailleurs turcs émigrés.

Abonnement annuel pour chaque langue:

200 FB en Belgique  
250 FB à l'étranger

Virement ou mandat de poste au compte suivant:

COODIFF s.c.  
CCP - 000-1164657-75  
13/2, Square Wiser - 1040 Bruxelles

Vous pouvez commander en adressant au même compte aussi:

- MASSACRE A ANKARA, POURQUOI? (Une brochure sur la violence politique et le mouvement socialiste en Turquie), 45 FB
- TURQUIE ET LE MONDE D'AUJOURD'HUI (Allocution de la Présidente du Parti Ouvrier de Turquie, Mee Şehice Boran) 45 FB
- ALBUM DES AFFICHES DE RESISTANCE TURQUE: 90 FB
- POEMES ET CHANSONS (Bilingue, français-turc): 30 FB
- CHANTS REVOLUTIONNAIRES TURCS (Un disque long-play avec l'explication en français et anglais): 300 FB
- POEMES DE NAZİM HİKMET DITES PAR LUI-MÊME (Bande cassette de 60 minutes): 240 FB
- TURKEY ON TORTURE (Documents sur la repression militaire entre 1971 et 1973 en Turquie, en anglais): 100 FB
- TURKIJE, FASCISME EN VERZET (en néerlandais), Doğan Üzgüden: 150 FB